

# L'INÉGALITÉ EST INSOUTENABLE

Rio+20: la prise de position de l'industrie

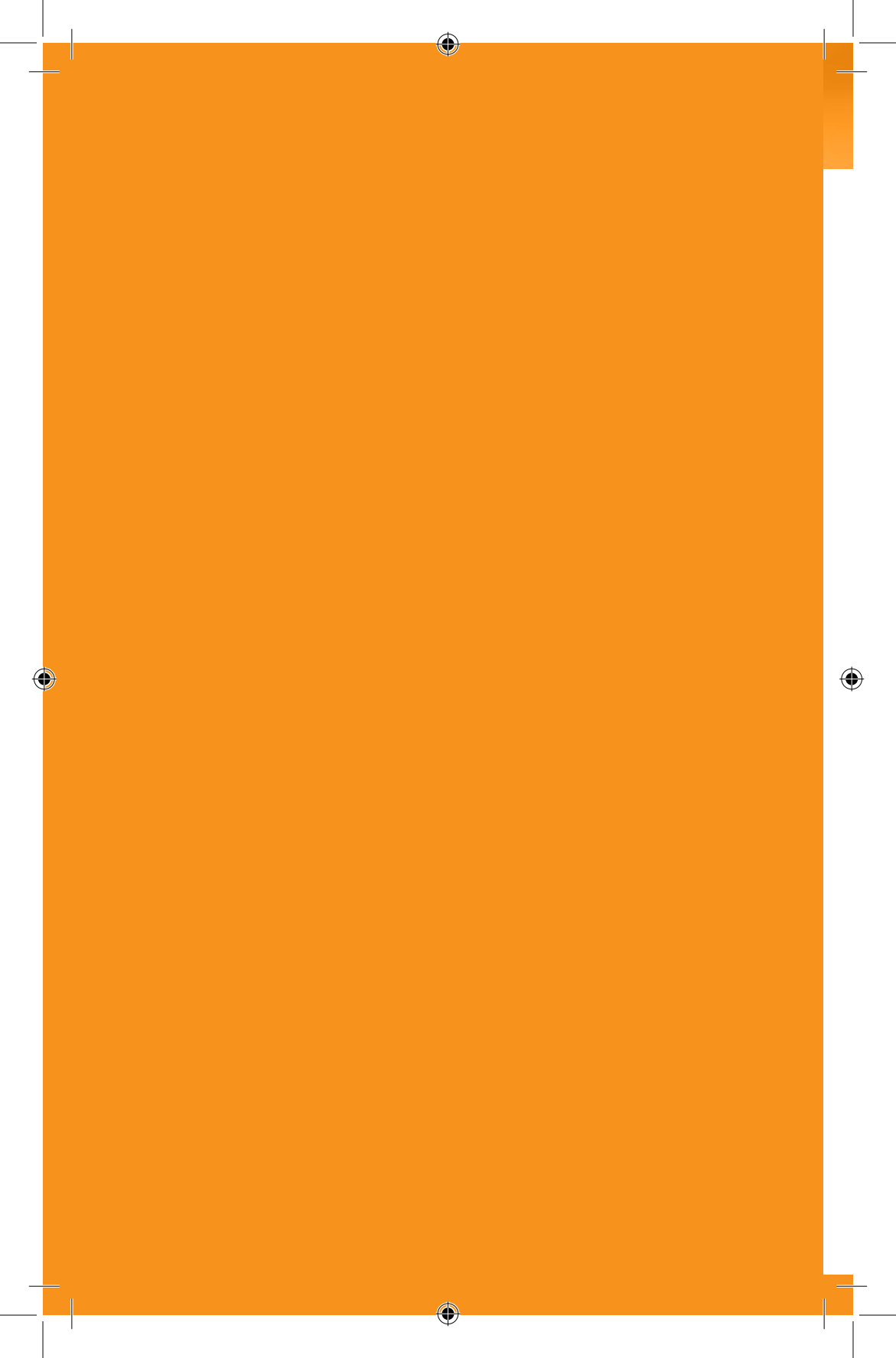


*Federação das Indústrias do Estado de São Paulo*

Sistema  
**FIRJAN**

INFORMA, FORMA, TRANSFORMA.





# L'inégalité est insoutenable

## Rio+20: la prise de position de l'industrie

Nous sommes tous responsables, indistinctement.

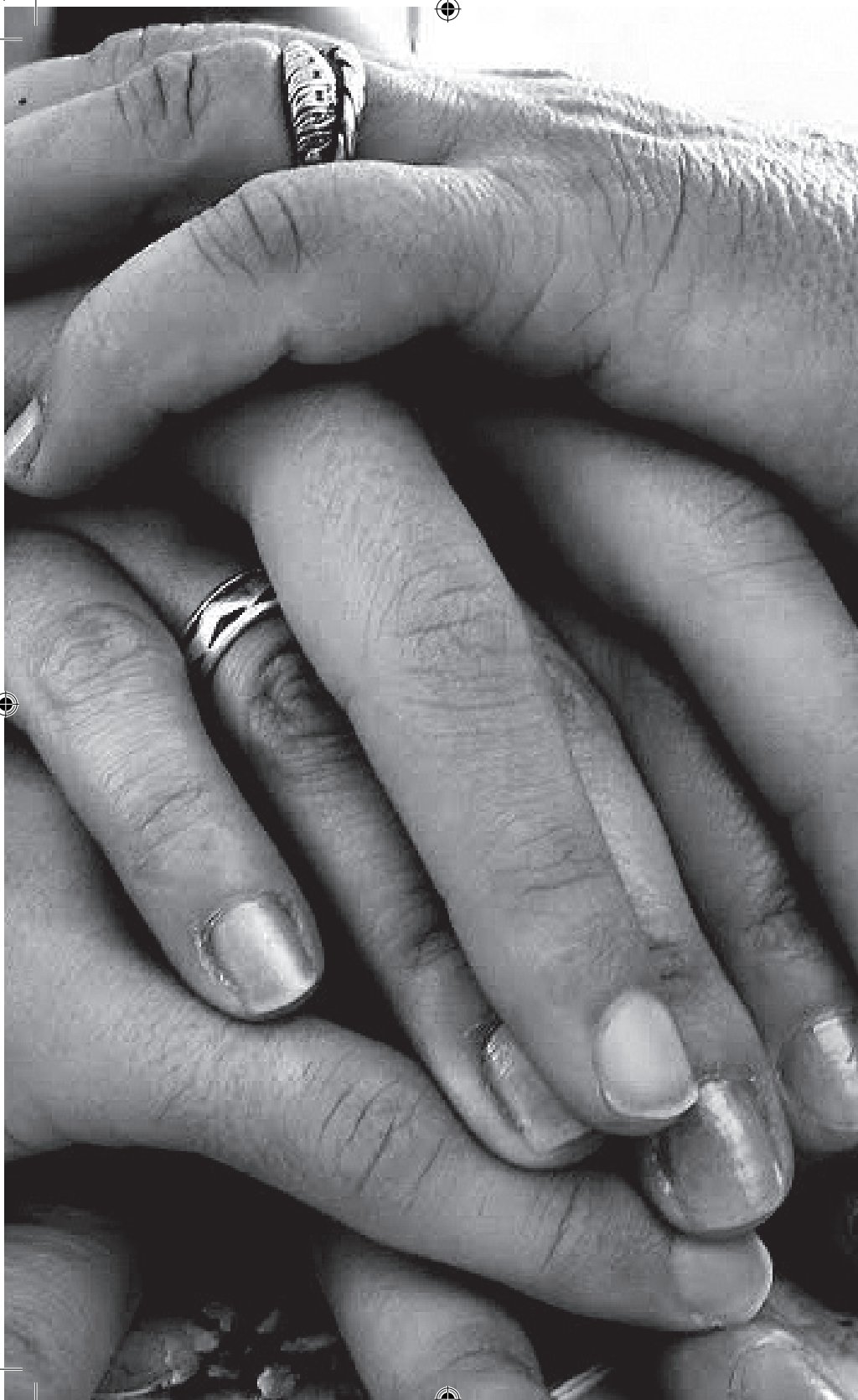
Face à l'histoire et l'avenir, il nous faut tout mettre en œuvre pour que la Conférence de l'ONU sur le Développement durable (Rio+20) devienne une borne dans l'histoire de l'Humanité.

L'industrie se fait présente en vue de proposer et participer dans des actions à cette fin. Le futur exige une volonté politique contre l'inégalité des droits et des opportunités entre les êtres humains et les pays et pour repenser la relation des hommes avec la Planète.

La Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo (FIESP) et la Fédération des Industries de l'Etat de Rio de Janeiro (FIRJAN) déclarent leur engagement indéfectible dans ce programme voué à devenir réalité par le biais d'actions viables et concrètes d'inclusion sociale, de développement pour tous les pays, de valorisation de la diversité humaine et de l'équité des genres, et de préservation de la biodiversité de la Planète.

*Le futur de l'Humanité sur Terre dépend des décisions prises maintenant.*

Nous savons quels chemins prendre. Il nous faut nous y engager.



## La différence et l'inégalité

Oui, nous sommes différents : en genres; de par l'histoire culturelle des peuples; de par la foi et les religions; de par les nécessités particulières; de par l'orientation sexuelle; les traits de race. La préservation, le respect et la promotion de ces différences garantit la caractéristique la plus précieuse de l'Humanité: sa diversité.

Nous sommes différents, mais nous ne pouvons demeurer inégaux.

*L'inégalité des opportunités et des droits entre les êtres humains est insoutenable.*

L'Humanité doit créer des conditions de travail dignes pour tous, combattre le travail esclavagiste, le travail forcé et le travail des enfants; elle doit assurer l'égalité des salaires à fonctions égales et garantir l'accès équitable des femmes au marché de l'emploi, à l'éducation et au système politique; elle doit aussi valoriser la richesse culturelle des peuples; assurer la liberté religieuse, politique et d'opinion au sens le plus large; garantir des droits aux personnes ayant des besoins spécifiques; respecter et garantir les droits aux minorités aussi quant à leur orientation sexuelle; et enfin, combattre et criminaliser la discrimination raciale.

*Le Brésil a fait des progrès dans la mise en œuvre de politiques sociales et dans la garantie des droits. Des lois ont été adoptées pour assurer l'égalité à part entière des droits des femmes et pour criminaliser toute agression domestique et*

*sociale. Les peuples indigènes ont désormais leur richesse culturelle préservée grâce à la délimitation de leurs réserves territoriales. Des lois criminalisant le racisme ont été mises en place. Des Codes et Réglementations garantissent l'accessibilité des personnes à besoins spécifiques. La Cour Suprême du Brésil a reconnu le droit constitutionnel aux unions stables entre partenaires de même sexe. Notre Constitution garantit la plus ample liberté de religion et de culte.*

**La FIESP et la FIRJAN entendent que le sommet Rio+20 doit souligner la valorisation du plein respect de la diversité humaine afin que les nations assurent les pleins droits à tous groupes sociaux sans exception de manière à garantir la vie démocratique dans toutes les sociétés.**

### **Développement et égalité des chances**

Jusqu'à la moitié du XXe siècle, le concept de développement était exclusivement lié à l'idée de croissance économique. La performance des nations se mesurait par leur capacité de production et d'exportation de biens, sources de richesses. La croissance économique d'un petit nombre de pays et le processus de concentration des richesses engendra des conséquences insoutenables pour les pays en marge du processus. La dernière moitié du XXe siècle a été marquée par des processus d'exportation massive de capital. Les principes de ce modèle se sont basés sur le transfert de la production vers des marchés où les coûts étaient moindres; l'industrialisation où il existait une disponibilité énorme de ressources

naturelles et d'hommes; et le cumul de richesse où l'on payait moins d'impôts et garantissait la protection du capital accumulé dans le « nuage » des flux financiers instantanés. Ce processus a eu, dans les pays en voie de développement, des conséquences contradictoires: son rôle a été défini comme un processus producteur de biens exportables, reveillant en même temps une lueur d'espoir dans l'éradication de l'extrême pauvreté pour des millions de citoyens. L'inégalité du développement a conduit à une inégalité entre les nations.

*La misère est insoutenable.*

Les pays en voie de développement sont en train d'œuvrer en vue d'assurer des conditions de vie plus dignes à ses populations, qui répondent aux attentes de meilleurs emplois, à l'accès à des services publics de meilleure qualité comme la santé, l'éducation, la nutrition, l'énergie, et à une espérance de vie accrue. Toutefois, elles sont encore loin de conclure leur cycle d'industrialisation et ne sont toujours pas parvenues à fournir des niveaux élevés d'égalité sociale.

Le concept de développement durable dépasse le concept de développement économique et humain considérés dans le PIB (Produit interne brut) et dans l'IDH (Indice de développement humain). Le développement durable implique au préalable des politiques environnementales en articulation avec le développement économique et humain afin de s'assurer que les décisions prises à présent soient en harmonie avec l'impact qu'elles auront sur les générations futures.

**La FIESP et la FIRJAN défendent l'idée et sont d'avis que le concept de développement durable doit envisager la création d'instruments capables de le mesurer. Ceux-ci ne doivent pas se limiter uniquement au principe de l'additionnalité, mais inclure également des efforts déjà déployés par les nations dans la préservation des forêts et de la biodiversité, dans l'agriculture durable, le traitement des résidus et de l'eau, des énergies propres, des politiques d'éducation et d'inclusion sociale.**

La conférence de Rio+20 doit établir les Objectifs du développement durable menant à une convergence d'actions des pays développés et des pays en voie de développement en vue d'une société moins inégale, tout en respectant les caractéristiques régionales.

**L'industrie de l'état de Sao Paulo et l'industrie de l'état de Rio de Janeiro défendent l'idée et sont d'avis que, pour pouvoir mesurer, faire le suivi et mettre en œuvre les Objectifs de développement durable, une nouvelle gouvernance mondiale est nécessaire, dans le cadre de l'ONU, pour promouvoir le développement durable.**

## **CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Toutes les nations ont la responsabilité d'adopter des actions effectives en vue d'assurer la réduction des émissions de gaz à l'origine du réchauffement de la terre. L'industrie est d'avis qu'il ne suffit pas que les pays en voie de développement



s'engagent à parcourir le chemin du développement durable. Les pays développés sont les principaux responsables des dommages causés à l'environnement de la planète, et sont en grande partie responsables du passif historique des émissions de gaz à effet de serre (GES) qui menacent la stabilité du climat. Les pays développés se doivent de : revoir leurs niveaux de production et de consommation, revoir leur matrice énergétique, prendre en charge les coûts et assumer leurs responsabilités envers le futur de la Planète. Dans un proche avenir, la Planète dépendra également des choix des pays en voie de développement. En conséquence, ces dernières doivent éviter les modèles fondés sur les pratiques non-durables.

**La FIESP et la FIRJAN réitèrent la pertinence du principe de « responsabilités communes, mais différenciées » établi par la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique, à Rio de Janeiro, en 1992.**

Les émissions de GES par secteur se répartissent comme suit au niveau mondial: Tableau des émissions de GES par secteur dans le monde

Secteur	Émissions de GES
Énergie	66 %
Agriculture	14 %
Changements dans l'utilisation des sols et des forêts	13 %
Procédés industriels	4 %
Résidus	3 %

Source: Élaboré par la FIESP à partir des rapports de Houghton et IEA (2005)



## ÉNERGIE

Deux tiers (66 %) des émissions de GES dans le monde résultent de la production d'énergie.

L'intensité de la production d'énergie se concentre essentiellement dans les pays développés. La consommation *per capita* dans ces quelques pays est presque quatre fois supérieure (9 300 kWh/habitant.an) à celle des citoyens de pays en voie de développement (2 500 kWh/habitant.an).

Sur la Planète, l'utilisation des énergies renouvelables et de faibles émissions de GES dans la matrice énergétique ne dépasse pas les 13 % et atteint seulement 7 % dans les pays développés.

*Répertorié comme l'une des économies les plus importantes au monde, le Brésil a la matrice énergétique la plus propre, utilisant les énergies renouvelables aux émissions de GES peu élevées à hauteur de 47 %.*

*La prédominance des énergies fossiles est insoutenable.*

Pour faire face au réchauffement de la terre, il nous faut nous concentrer, principalement, sur la génération d'électricité et l'utilisation de carburants.

## La production d'électricité dans le monde

Source	Génération	Émissions de GES par unité d'énergie
Charbon minéral	40 %	878 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Gaz naturel	21 %	530 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Hydroélectrique	17 %	6 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Nucléaire	14 %	15 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Pétrole	5 %	638 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Éolienne	2 %	13 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Solaire système FV		45 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Solaire concentrée*		135 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh*
Biomasse	1 %	31 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh

Source: **Élaboré** par la FIESP à partir de rapports de la Commission européenne (2008) et IEA (2009)

\* Considérant les **émissions** directes de l'utilisation complémentaire de gaz naturel

La source la plus utilisée dans le monde pour la génération d'énergie électrique est le charbon minéral (40%), le plus grand émetteur de CO<sup>2</sup>. Deux tiers, autrement dit 66% de l'électricité générée dans le monde provient de sources fossiles (charbon minéral, gaz naturel et pétrole) responsables pour les émissions élevées de CO<sup>2</sup>.

### La production d'électricité au Brésil

Source	Génération	Émissions de GES par unité d'énergie
Hydroélectrique	84 %	6 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Biomasse	5 %	31 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Nucléaire	3 %	15 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Gaz Naturel	3 %	530 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Pétrole	3 %	638 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh
Charbon minéral	2 %	878 kg de CO <sup>2</sup> e/MWh

Source: Élaboré par la FIESP à partir du rapport de la Commission européenne (2008) et IEA (2009)

Du fait de la maturité de leurs économies et de la stabilisation de leurs populations, les pays développés présentent des indicateurs de croissance peu élevés en matière d'expansion de l'offre d'énergie électrique.

Les pays en voie de développement, au contraire, nécessitent d'indicateurs de croissance élevés en matière d'offre d'électricité. C'est pourquoi l'expansion du marché de la génération d'énergie **électrique** dans le monde prédomine dans ces pays. Les options garantissant la sécurité de l'offre **à tout** système électrique sont les usines nucléaires, les thermoélectriques tournant au charbon, au pétrole et au gaz naturel, et les usines hydroélectriques.

L'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie ont un énorme potentiel hydrique non utilisé qui doit être la base de l'expansion de leurs systèmes électriques.

*Au Brésil, la génération d'électricité produit un niveau d'émissions peu élevé en raison de la prédominance de l'hydroélectricité (84 %), énergie renouvelable au niveau le plus faible d'émissions de CO2 en comparaison avec toutes les autres.*

**La FIESP et la FIRJAN sont d'avis qu'il faut tirer profit des ressources hydriques disponibles à travers le monde par le biais des usines hydroélectriques, considérant leur très faible niveau d'émission de GES, tout en assurant des actions de compensation environnementale et sociale.**

**L'industrie considère l'énergie éolienne et la bioélectricité comme des sources complémentaires indispensables à la base des systèmes électriques, celles-ci devant également être amplement utilisées en raison de leurs faibles niveaux d'émissions.**

La production d'électricité à partir de l'énergie solaire, photovoltaïque ou concentrée, manque de compétitivité dans tous les pays du monde. Elle coûte, en effet, cinq à dix fois plus en moyenne que la production hydroélectrique dans les pays en voie de développement.

Or, elle pourrait représenter la source d'électricité la plus importante de la Planète dans les décennies à venir.

Néanmoins, proposer aux pays en voie de développement de fournir des aides aux parcs générateurs d'énergie solaire condamne ces nations à retarder leur développement et à vaincre la faim et la misère de leurs populations.

### *Les carburants dans le monde*

Les carburants issus du pétrole, énergie non-renouvelable, génératrice des taux d'émission de GES les plus élevés, représentent 95 % de la consommation mondiale. Dans le monde entier, les camions et les bus roulent au diesel. Et pratiquement tous les pays utilisent des véhicules qui roulent avec l'essence ou le diesel. Le transport maritime consomme du fuel lourd et le transport aérien, du kérosène, combustible fossile dérivé du pétrole. La Planète a besoin de technologies à mêmes de remplacer le pétrole comme source première de combustibles. Le secteur des transports de marchandises et de personnes est en grande partie responsable du réchauffement global. Le monde n'a pas encore atteint la viabilité commerciale pour utiliser exclusivement des biocarburants dans le transport de marchandises. Nous devons concentrer nos efforts sur la construction de matrices logistiques privilégiant le transport de marchandises à grandes échelles. Pour le transport individuel de personnes, l'automobile électrique apparaît comme une nouvelle alternative. C'est un outil important dans la réduction de la pollution urbaine. Toutefois, si l'énergie électrique l'approvisionnement est produite à partir de sources fossiles, elle contribuera peu à la réduction des émissions de CO<sup>2</sup> à l'origine du changement climatique sur



la Planète. Dans ce cas, le processus de combustion des automobiles émettant des GES serait seulement remplacé par le système de génération d'électricité. On note, néanmoins, que certains pays utilisent amplement ces avancées technologiques. La seule solution énergétique économiquement viable jusqu'à présent pour les automobiles, c'est l'utilisation de l'éthanol produit à partir de diverses sources de biomasse. Les États-Unis, avec un parc automobile qui consomme plus de 40 % de l'essence utilisée dans le monde, ont développé le plus important programme d'utilisation de biocarburant de la Planète, avec l'ajout de 10 % d'éthanol de maïs à leur essence, réduisant ainsi les émissions de CO<sub>2</sub> de 21 %.

### *Les carburants au Brésil*

Le Brésil a adopté le second programme d'utilisation de biocarburants au monde en termes d'envergure, grâce à l'utilisation de l'éthanol de canne à sucre pour les automobiles, faisant de lui le pays le plus sophistiqué technologiquement en la matière. Le Brésil ajoute 25 % d'éthanol de canne à sucre à son essence ; mais ce n'est pas tout, 94 % de sa production d'automobiles est dotée du moteur flex fuel, ce qui le place au sixième rang au niveau mondial, avec plus de 3,5 millions de véhicules fabriqués par an. Ce moteur permet d'utiliser de l'essence, de l'éthanol ou un quelconque mélange des deux. Le Brésil est le seul pays au monde dont l'utilisation d'éthanol a dépassé la consommation d'essence pour l'approvisionnement de son parc de véhicules légers.



L'éthanol de canne à sucre produit au Brésil est, preuve à l'appui, d'une efficacité bien supérieure à l'éthanol de maïs dans la lutte contre le changement climatique car il permet une réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> jusqu'à 90 % en comparaison avec les émissions de GES de l'essence.

**La FIESP et la FIRJAN sont d'avis qu'il est fondamental pour la Planète de privilégier le transport en commun de passagers au lieu du transport individuel, tout comme le transport fluvial, ferroviaire et maritime au détriment du transport routier des marchandises.**

**L'industrie souligne que la science doit rechercher des solutions technologiques et commerciales en vue d'une ample utilisation des biocarburants dans les moyens de transport des marchandises, tels que les camions et les cargos, et dans les moyens de transport en commun des personnes, comme le bus, le train et l'avion.**

**La FIESP et la FIRJAN signalent que les nations disposant du territoire, des ressources en eau et du climat approprié doivent adopter des programmes de production de biocarburants en harmonie avec leur production alimentaire, et tous les autres pays doivent développer des programmes d'utilisation de biocarburants.**

## Sécurité alimentaire pour en finir avec la faim et la misère

Le premier défi d'erradication de la misère, c'est d'en finir avec la faim endémique, dont souffre 1 milliard d'êtres humains sur la Planète.

Il est inacceptable que l'Humanité arrive au XXI<sup>e</sup> siècle sans avoir **résolu** cette situation honteuse.

*La faim est insoutenable.*

Le monde est confronté au défi d'éliminer la faim et la misère, alors même qu'il a besoin d'approvisionner en aliments une population toujours plus importante.

En parallèle, l'amélioration des revenus des familles dans les pays en voie de développement et l'urbanisation accélérée de ces pays ont pour résultat d'augmenter remarquablement la consommation alimentaire, à un rythme supérieur à celui de la production.

Les répercussions de cette situation se mesurent par la hausse des prix des aliments observée ces dernières années, et se perçoit de manière plus dramatique dans les pays en voie de développement, en particulier les plus pauvres. La plus grande partie du revenu des familles dans ces pays est destinée à l'achat d'aliments. Une augmentation significative de la production est une condition nécessaire pour fournir dignité à tout être humain et rétablir une situation plus équilibrée de l'approvisionnement alimentaire mondial.



Les pays en voie de développement sont encore exposés à une distorsion provoquée par les subventions agricoles offertes dans les pays développés et qui engendrent un déséquilibre au niveau des prix et des conditions de concurrence du commerce alimentaire.

On observe que le monde est limité quand il s'agit d'étendre la zone destinée à la production alimentaire. Dans les années 60, l'agriculture utilisait 4,5 hectares pour alimenter un citoyen de la Planète.

Dans les décennies qui ont suivi, la population urbaine a triplé, la consommation de grains s'est accrue de 234 % et la consommation de viande, de 410 %; la zone de production alimentaire globale est demeurée relativement stable, puisqu'on note une augmentation de seulement 10 %. Le monde s'est mis à utiliser 1,5 hectare pour alimenter un citoyen. Une nouvelle réalité est donc apparue grâce aux impressionnants gains de productivité des principaux pays producteurs.

*Le Brésil a connu un développement unique dans ce secteur. En effet, ces 20 dernières années, les gains de productivité, près de quatre fois supérieurs à la moyenne mondiale, ont été suffisants pour économiser plus de 50 millions d'hectares tout en augmentant la participation du Pays, devenant l'un des plus gros fournisseurs de produits alimentaires au monde.*

*Ce succès se doit aux technologies développées ou adaptées à une agriculture de climat tropical et à la participation fondamentale de l'industrie, comme la culture sur botte de paille; la combinaison culture-élevage-forêt; le contrôle biologique des animaux et insectes nuisibles; la fixation biologique de l'azote; le développement d'intrants pour l'élevage moderne; la mécanisation et la modernisation de la flotte nationale; le développement de nouvelles cultures; l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM); la nanotechnologie, entre autres.*

*Selon des études de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO, en anglais), le Brésil deviendra le principal acteur de l'augmentation de l'offre alimentaire dans le monde. Sans l'augmentation de la production agricole au Brésil, l'Humanité n'éradiquera pas la faim.*

**La FIESP et la FIRJAN sont d'avis qu'il faut élargir la coopération technique et le transfert des technologies de climat tropical vers les pays d'Afrique en raison de leur potentiel élevé d'augmentation de la production.**

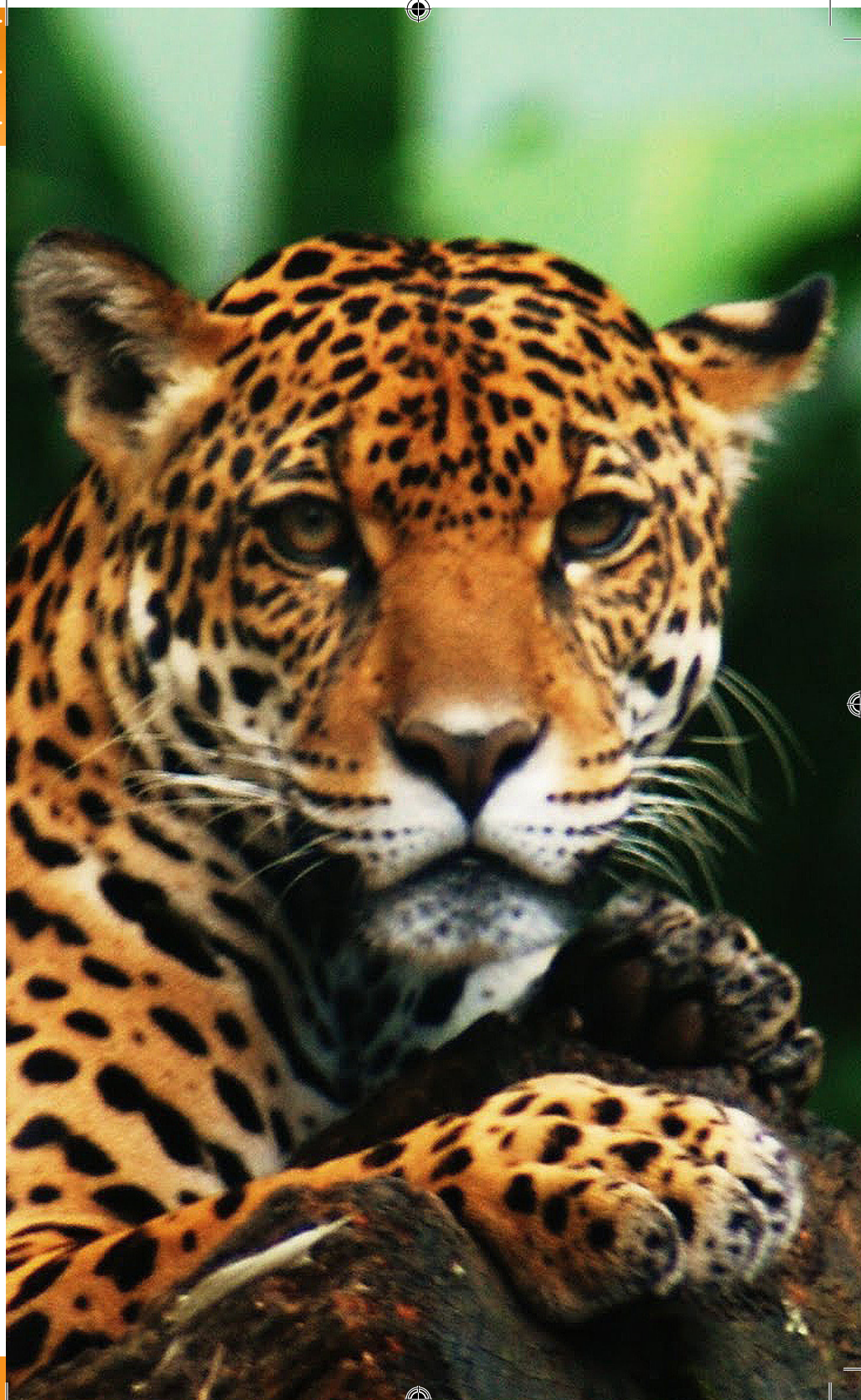
**L'industrie croit que pour continuer à répondre convenablement au défi d'approvisionnement durable du monde, un nouveau bond technologique sera nécessaire en vue de gains accrus de productivité, susceptibles d'assurer la préservation des ressources naturelles et de contribuer à atteindre les objectifs établis par l'ONU en matière de sécurité alimentaire.**



## Forêts et biodiversité

La préservation des forêts est fondamentale à la vie sur Terre. Les forêts sont essentielles à la stabilité du climat, la conservation des sols, l'équilibre des écosystèmes et au maintien de la biodiversité. Peu de pays ont préservé leurs zones forestières. Et un nombre encore inférieur développent des actions visant à recomposer leurs biomes originaux. La surface forestière totale restante dans le monde s'estime à 4 milliards d'hectares, soit 31 % de la surface totale de la Planète, ou encore 0,6 hectare de forêt par habitant.

Cinq pays – la Russie, le Brésil, le Canada, les États-Unis et la Chine – représentent 53% de ce total. Dix pays, les 5 précédents et la République Démocratique du Congo, l'Australie, l'Indonésie, au Soudan et à l'Inde abritent 67% des forêts natives du monde. Moins de 10 % du territoire de soixante-quatre pays est couvert de forêts. De ce total, seulement 36 % sont des forêts primaires, composées d'espèces natives, sans signes visibles d'activité humaine avec des processus écologiques sans altérations significatives. Pour la plus grande part (57%) la forêt se régénère naturellement, mais présente des signes visibles d'activité humaine. Les forêts récupérées par des plantations ou semis représentent 7% de la surface. La Planète a pris conscience de la nécessité d'inverser la destruction de forêts natives, bien que cette prise de conscience se produise à un rythme en deçà de ce qui était espéré. La perte nette mondiale est passée de 8 millions d'ha/an, dans les années 90, à 5 millions d'ha/an durant la période de 2000 à 2010.



*La destruction des forêts est insoutenable.*

Durant la période de 2003 à 2010, la Planète a créé 700 000 ha de zones protégées légalement. Toutefois, cet effort s'est limité en grande partie au Brésil, responsable pour 500 000 ha, soit 71 % de ce total. Le Brésil dispose de 366 millions d'hectares de forêts tropicales, représentant 43 % du territoire. Cette réserve représente 15 % des forêts restantes sur la Planète.

Tableau: Occupation et utilisation de la terre au Brésil (8,5 millions de km<sup>2</sup>)

Occupation et utilisation	Pourcentage
Forêts Tropicales	43 %
Autres formes de végétation native	23 %
Pâturages	23 %
Agriculture	7 %
Villes, cours d'eau, lacs, infrastructure etc.	4 %

*Le Brésil détient 15 % à 20 % de la biodiversité mondiale et est considéré avec le Mexique, la Chine et l'Inde, comme l'un des pays riche d'une mégabiodiversité par la Convention sur la diversité biologique (1992).*



*La non-préservation de la biodiversité est insoutenable.*

Le territoire brésilien est composé de 6 biomes terrestres et de 3 grands écosystèmes marins, incluant 8 écorégions marines et 12 principales régions hydrographiques.

Biome	Millions d'ha	Préservé( %)
Amazonie	420	85
Cerrado*	204	61
Mata Atlântica	111	22
Caatinga**	84	63
Pampa	18	36
Pantanal***	15	83

Source: **Élaboré** par la FIESP à partir de MMA/2012

\*Savane d'Amérique du Sud

\*\*forêt de petits arbres et buissons épineux du Nord-Est du Brésil

\*\*\*Plaine humide, entièrement submergée par les nombreux cours d'eau pendant quatre mois par an

On estime que les environnements naturels du Brésil abritent 100 000 espèces animales au minimum et 43 000 espèces végétales. En moyenne, 700 nouvelles espèces animales sont reconnues par an au Brésil.

### *Le biome amazonien*

Ce biome renferme la plus grande zone de forêt tropicale au Brésil, avec 420 millions d'hectares, dont 85 % est préservée.

24 millions de Brésiliens, dont 250.000 indiens, vivent en Amazonie, ce qui représente 12 % de la population brésilienne. La densité démographique de l'Amazonie est de 4,7 habitants/km<sup>2</sup>, soit 5 fois inférieure à celle du Pays, dont 80 % de ses citoyens vivent en ville.

*La lutte contre la déforestation illégale est devenue une priorité pour la société brésilienne. En effet, ces dernières le Brésil a obtenu un pourcentage élevé de réduction de déforestation illégale, passant du seuil de 25 000 km<sup>2</sup>/an, en 2004, à 6 250 km<sup>2</sup>/an, en 2012. L'objectif, établi en 2006, était de parvenir à une réduction de 40 % de déforestation en Amazonie jusqu'à 2010, en comparaison avec la moyenne des dix années précédentes.*

*Avec la grande augmentation de la capacité de suivi et des actions coordonnées d'inspection et de contrôle, les informations officielles indiquent que la déforestation a été réduite de 75 % par rapport à 2004.*

*La suppression illégale des forêts représente le passif brésilien le plus important en matière d'émissions de GES. En ce sens, les engagements du Brésil dans l'Accord de Copenhague (2009) se concentrent sur la préservation forestière.*

*Outre la répression des brûlis illégaux, le Brésil favorise la récupération des zones de forêts dégradées, ainsi que la régularisation des propriétés agricoles qui ordonnent les politiques d'équilibre entre la production, la conservation forestière et les services environnementaux.*

### *Le biome de la Forêt atlantique*

L'histoire de l'occupation de la Forêt Atlantique (*Mata Atlântica* en portugais) a près de 13 000 ans. Les premiers groupes humains se composaient de cueilleurs et de chasseurs qui commencèrent à utiliser le feu pour essarter des terres de culture. Avec l'arrivée des Européens, en 1500, commençaient les cycles d'exploitation commerciale.

La plus grande partie du Brésil a été construite sur la surface d'origine de la Mata Atlântica, où vivent actuellement plus de 112 millions d'habitants, dans 3 400 municipalités. Elle abrite sept des neuf grands bassins hydrographiques brésiliens.

*À partir de la fin des années 80, un changement significatif s'opère dans le regard que la société brésilienne porte sur ce biome.*

*Ce changement est visible par la mise en place d'actions institutionnelles toujours plus nombreuses pour la conservation des zones forestières restantes, et par l'intensification des projets de récupération et de régénération.*

*Recouvrant 1,3 million de kilomètres carrés, soit 15 % du territoire brésilien, le biome de la Forêt atlantique a vu sa taille se réduire jusqu'à atteindre 7 %. En revanche, les actions de préservation et de récupération ont permis au Brésil de recouvrir 22 % de sa superficie d'origine, et ce en harmonie avec l'urbanisation, l'industrialisation, l'agriculture et l'infrastructure. Pour ce faire, plus de 1 400 unités de conservation ont été créées, telles que des parcs, réserves, stations écologiques et des réserves privées. C'est l'un des exemples de récupération de zone forestière d'origine les plus réussis du monde. Malheureusement, c'est également l'un des seuls. Il est d'autant plus important de noter que la croissance économique et sociale du Brésil ne se produit pas au prix de la dégradation environnementale. Le pays conserve son aire forestière et préserve la plus grande biodiversité du monde.*

**La FIESP et la FIRJAN sont d'avis que la conférence de l'ONU Rio+20 doit être une opportunité sans égal d'approfondissement du débat sur les exigences environnementales, sociales et économiques liées aux forêts, et pour consolider les accords relatifs aux services environnementaux (REDD plus), à la biodiversité, aux stocks de carbone, à la sécurité alimentaire et à l'éradication de la pauvreté.**

## **EAU**

L'un des problèmes majeurs de la société, et notamment des grandes métropoles, c'est la qualité de l'eau, en constante

et systématique détérioration dans le monde entier, ce qui augmente la pénurie hydrique et nuit à la santé et au bien-être de l'homme. Du total d'eau de la Planète, 97,5 % est de l'eau salée provenant des mers et des océans. Les 2,5 % restants sont de l'eau douce répartie sur 1,6 % de la surface de la planète par les glaciers, 0,8 % par les eaux souterraines et seulement 0,1 % disponibles dans les lacs et cours d'eau pour répondre aux besoins de l'homme. La pénurie d'eau peut être résultat de condition de climat arido ou de l'excces populationnel. C'est le cas de l'Ásie qui detient 36 % de la disponibilité d'eau douce, mais concentre plus de 60 % de la population mondiale. En termes d'approvisionnement en eau, le monde devra atteindre l'objectif de couverture de 90 % de la population, en 2015, établie par les Objectifs du millénaire pour le développement. Toutefois, l'objectif de 75 % de couverture en assainissement sanitaire ne sera pas atteint. Au Brésil, seuls 47 % des municipalités brésiliennes ont un système de tout-à-l'égout, et seulement 18 % de ce total reçoivent un type de traitement. Le lancement des égouts domestiques in natura est le principal facteur de dégradation des eaux superficielles et des ressources hydriques. L'assainissement adéquat aura un impact positif sur la consommation de l'homme d'eau potable ; c'est la raison pour laquelle il est primordial dans la lutte contre les maladies transmissibles par l'eau. L'approvisionnement adéquat de cette ressource est également une condition sine qua non pour la sécurité alimentaire. Notre pays requiert de gros investissements dans les grandes régions métropolitaines concentrant 125 millions de personnes, s'il ne veut pas se retrouver confronté à une pénurie d'eau dans un proche avenir.

L'industrie brésilienne s'occupe du problème de pénurie d'eau à bras-le-corps: plus de 70 % des grandes et moyennes entreprises ont adopté des objectifs de réduction de consommation et 65 % d'entre elles ont mis en place des pratiques de réutilisation.

**La FIESP et la FIRJAN entendent que les pays remplissent les objectifs établis dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) afin de garantir l'accès à l'eau potable et le traitement des égouts aux pourcentages établis par l'ONU. Un approvisionnement en eau potable répondant aux besoins de l'homme et le traitement des égouts ne deviendront réalité que si l'on encourage et investit dans la recherche et le développement de nouvelles technologies favorisant l'amélioration effective de la qualité et accroissant la disponibilité en eau douce dans le monde.**

## RÉSIDUS SOLIDES

Ces cinq dernières décennies, l'évolution technologique a permis d'accroître la qualité et l'espérance de vie de l'homme mais a eu pour résultat une forte expansion populationnelle, la Planète ayant franchi le seuil des 7 milliards d'habitants.

Cette évolution a engendré une augmentation de la demande en ressources naturelles disponibles pour la fabrication de biens et de produits et, en conséquence, une génération accrue de résidus solides.

Les déchets éliminés de manière inadéquate, principalement dans les villes, sont la cause d'émissions de gaz qui détruisent la couche d'ozone, d'émissions accrues de GES, et de la pollution de l'eau et le sol.

L'Humanité a pris conscience du besoin urgent d'agir en vue d'un traitement des résidus solides, principalement des ordures ménagères, les déchets du secteur de la santé, de la construction civile et des industries. La difficulté dans l'élimination correcte des résidus en raison des coûts élevés engendre l'évacuation inappropriée de déchets et contribue considérablement à l'obstruction des systèmes de drainage. Ceci contribue à provoquer des glissements de terrain et inondations et qui causent des tragédies, principalement dans les zones urbaines, sans compter qu'il sont vecteurs de dissémination de maladies. Le secteur industriel applique des programmes de gestion des résidus industriels dans le but d'en minimiser leur génération et de promouvoir la réutilisation et le recyclage, qui sont devenus des outils efficaces de lutte contre le gaspillage, et la promotion de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les excédents de processus de production doivent être gérés comme des matières premières excédentaires, d'une valeur commerciale.

Au Brésil, le recyclage des résidus urbains après consommation atteint le seuil de 12 %, certains matériaux présentant des indices de reprise équivalant aux indices les plus élevés du monde, tels que les emballages de produits agrottoxiques, pneumatiques inutilisables, les huiles lubrifiantes usées, boîtes d'aluminium, carton, plastique du type PET et autres.

*Les métaux ferreux, y compris les emballages, alimentent les usines sidérurgiques qui opèrent parfois à plus de 85 % avec la matière-première provenant du commerce de ferrailles. Le verre est au même niveau, avec près de 50 % de recyclage.*

*L'industrie s'est engagée à mettre en place les instruments prévus dans la Politique nationale de résidus solides qui permettra la mise en opération de la collecte sélective, la logistique inversée et la création de remblais sanitaires dans toutes les villes du Brésil.*

**La FIESP et la FIRJAN entendent que tous les pays doivent adopter des politiques de gestion des résidus pour lutter contre les impacts environnementaux et sociaux, et contribuer de la sorte à la gestion correcte des ressources naturelles.**

## **Technologie, innovation, commerce, travail et éducation**

La compétitivité des pays s'appuie toujours plus sur les avantages technologiques, la qualité de leurs produits et services et la productivité des techniciens hautement qualifiés. Il est nécessaire d'élargir de manière drastique l'accès aux biens et aux services essentiels à la qualité de vie, et à des meilleurs et plus hauts niveaux de scolarité, de formation et qualification professionnelle. Tout cela parce que le processus de pro-



duction, les systèmes de transport, habitudes de consommation, les méthodes de génération et les normes d'utilisation de l'énergie doivent devenir plus compatibles avec la préservation de l'environnement, ce qui requiert un niveau de capital humain plus élevé.

Le développement durable requiert toujours plus d'innovations et de technologies dans la production alimentaire, l'amélioration des conditions de santé, la gestion des ressources naturelles, l'apport de plus value à la production industrielle, la réduction de l'inégalité sociale et du déséquilibre régional, et le développement des technologies sociales. En ce sens, l'innovation doit toujours viser les meilleures solutions du point de vue de la société et de l'environnement.

La discussion sur les mécanismes efficaces de transfert de technologie doit être un thème fondamental de Rio+20. Ce thème est nécessaire au progrès du développement durable, surtout dans les pays en voie de développement, pour consolider leurs capacités scientifiques, technologiques et leurs capacités d'innovation, et pour réduire leur inégalité par rapport aux nations développées.

Il ne fait de doute que l'innovation est l'un des piliers d'une économie durable et inclusive, dont toutes les retombées positives ont un impact sur l'emploi, l'éducation et la qualification des ouvriers.

De sorte que la coopération internationale menant à l'investissement, au développement, à la diffusion et aux transferts de technologie dans les pays en voie de développement doit se concrétiser afin de garantir l'accès aux connaissances et éviter ainsi la dépendance technologique.

*La dépendance technologique est insoutenable.*

**La FIESP et la FIRJAN sont d'avis qu'il faut faciliter l'accès aux technologies promotrices du développement durable, ainsi que la création de règles permettant aux pays en voie de développement d'utiliser, dans les conditions prévues dans l'Accord sur aspects des droits de propriété intellectuelle relatives au commerce (TRIPS) de l'OMC, licenciement obligatoire pour l'utilisation de technologies, la fabrication d'équipements et produits nécessaires à la durabilité de la Planète.**

Le commerce international représente un instrument important pour surmonter les disparités de développement entre les nations. Il faut absolument que sa réglementation obéisse aux traités multilatéraux négociés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

**La FIESP et la FIRJAN entendent que les exigences de performance environnementale, adoptés de manière unilatérale, sauf dans les exceptions permises par les accords de l'OMC, ne peuvent pas constituer des barrières**

**pour le commerce et aggraver l'inégalité socioéconomique existante entre les pays développés et ceux en voie de développement.**

Le travail décent, tel que défini par l'Organisation internationale du travail (OIT) c'est la possibilité pour chaque femme et chaque homme d'accéder et d'exercer une activité productive convenablement dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité.

*Le travail forcé, le travail esclave et le travail des enfants est inhumain et insoutenable.*

**L'industrie est d'avis que la génération d'emplois formels, aspect fondamental du développement durable, dépend directement de la croissance économique, et le secteur entrepreneurial reconnaît sa responsabilité et sa part importante dans ce processus où il se doit de préserver la santé et la sécurité de l'employé en luttant contre toute pratique inhumaine comme le travail forcé, le travail esclave et le travail des enfants.**

Les nations en voie de développement que ne s'engageront pas dans des politiques de qualification de leur main d'œuvre pour absorber l'utilisation de nouvelles technologies accroîtront le déficit de bien-être de leur population face aux économies développées. Investir dans l'éducation, de l'enseignement primaire jusqu'aux formations professionnelles techniques et supérieures, est essentiel pour supérer les défis qu'impose une économie durable.

Les gouvernements jouent un rôle-clé dans la planification de ce changement, et recourent à des politiques de promotion de l'éducation à tous les niveaux, qualification professionnelle, dissémination des idées et innovation, mettant l'accent sur l'esprit d'entreprise et le développement industriel, dans les établissements d'enseignement en ligne avec les besoins du marché actuel et futur.

*L'analphabétisme est insoutenable.*

*L'industrie de l'état de Sao Paulo et l'industrie de l'état de Rio de Janeiro gèrent le Service social de l'industrie (SESI) et le Service national d'apprentissage Industriel (SENAI), des organismes précurseurs d'actions de responsabilité sociale entrepreneuriale dotés du plus grand réseau d'établissements d'enseignement privé du Brésil. Le SESI se consacre à la formation et à l'éducation du primaire au 3e cycle. Son action se fonde sur un enseignement de qualité articulé avec des pratiques sportives et des activités culturelles. Le SESI de São Paulo et le SESI de Rio de Janeiro gèrent un réseau de 245 écoles formant 344 100 jeunes par an.*

*Le SENAI se consacre aux formations et requalifications des travailleurs, par le biais de cours professionnels en phase avec les exigences actuelles du marché de l'emploi et de l'innovation technologique. Le SENAI de São Paulo et le SENAI de Rio de Janeiro gère un réseau de 198 écoles qualifiant 1 231 000 travailleurs par an.*

*L'absence d'éducation et de qualification professionnelle est insoutenable.*

L'inclusion du concept de développement durable dans la grille de cours est fondamentale dans la formation de citoyens aptes à répondre aux exigences du futur.

**La FIESP et la FIRJAN investissent, au moyen du Service social de l'industrie (SESI), dans la valorisation de la préservation de l'environnement et leurs élèves apprennent, de forme ludique, à recycler les matériaux, préserver l'eau, la faune et la flore de leurs régions.**

**L'industrie de Sao Paulo et de Rio de Janeiro développent, au moyen du Service national d'apprentissage industriel (SENAI), des programmes et des campagnes de préservation de l'environnement tels que la collecte sélective, la gestion de résidus, la récupération de zones dégradées par moyen de la plantation de forêt native et ciliaire, en stimulant la compensation des émissions de CO2 et la réduction de la consommation d'eau et d'énergie. Elles promeuvent en outre des cours de technologie et de spécialisation de troisième cycle universitaire dans le domaine de l'Environnement, comme l'Éducation environnementale, le Droit environnemental et la Gestion de contrôles environnementaux.**

## Conclusion

L'Humanité regarde le Brésil avec un mélange de curiosité et de sympathie. Ici, tout au début ont vécu ensemble des indiens, africains et les européens. C'est de ces peuples que descendent les métisses blanc-noir, les métisses blanc-indien et les métisses noir-indien. C'est de cette miscigénation et de l'immigration ultérieure que provient le brésilien contemporain. Le Sud Américain du Brésil.

Nous sommes un peuple pluriel et divers.

D'un pays en franc développement; la 6e plus grande économie du monde; le 5e plus grand territoire; la 5e population de la planète en nombre; un pays doté d'une industrie moderne, diversifiée et innovante; doté d'une agroindustrie technologiquement sophistiquée, exportatrice, répondant, en grande partie, à la nécessité de supérer la faim dans le Monde; un pays doté d'une matrice énergétique propre et durable; les forêts les plus étendues et la plus grande biodiversité du monde, et que nous nous efforçons de préserver; un pays qui a adopté des politiques pour, dans l'espace de quelques années, réduire de manière substantielle la misère absolue qui a marqué de manière infâme notre société pendant des longs siècles.

Un Brésil de différences, à la recherche de l'égalité.

Un Brésil de musique, de carnaval, de plages, de football et de culture.

Un Brésil de paix, ouvert à tous les peuples du monde.

Un Brésil de l'inclusion sociale et de nouveaux droits.

Un Brésil de la démocratie.

Mais ce que nous avons de mieux à offrir au monde ce sont nos personnes.

**Brésil, une partie de ce qu'est l'Humanité.**

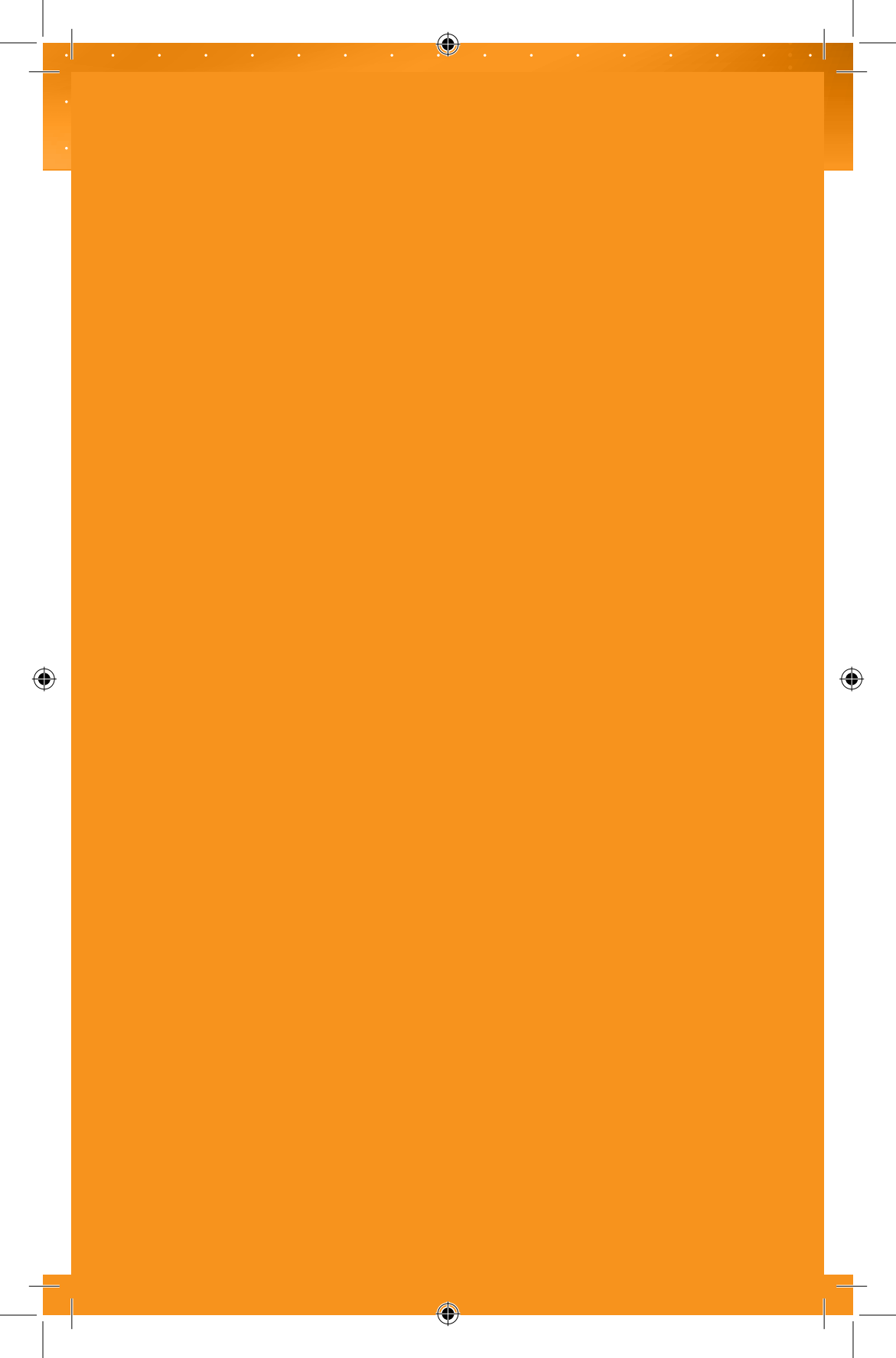
Rio de Janeiro, 12 juin 2012.

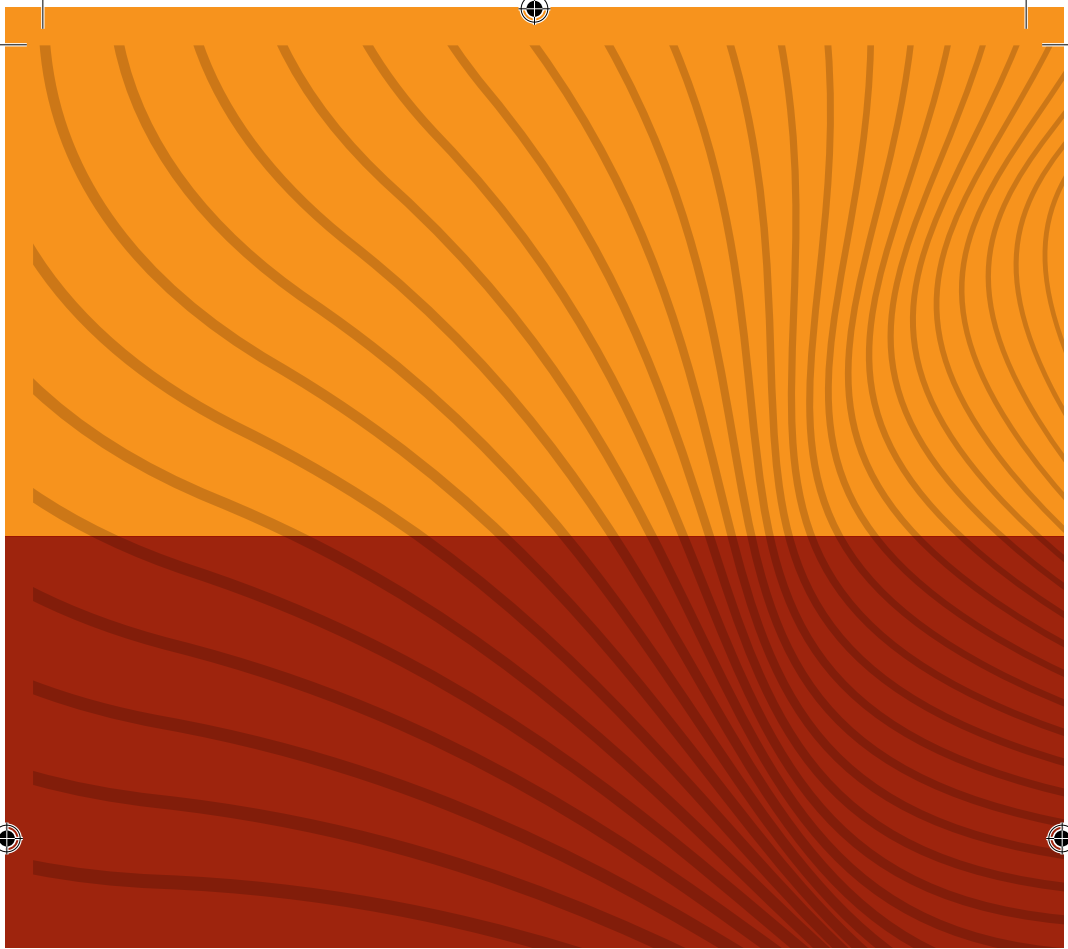
**FIESP**

*Paulo Skaf - Président*

**FIRJAN**

*Eduardo Eugenio Gouvêa Vieira - Président*





Federação das Indústrias do Estado de São Paulo

Sistema  
**FIRJAN**



INFORMA, FORMA, TRANSFORMA.

